

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICE

Maintenance préventive et corrective des ascenseurs sur les sites de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile

N° du CCTP : Affaire **202600FCS035**

Ecole Nationale de l'Aviation Civile

7 Avenue Edouard Belin
BP 54055 – 31055 TOULOUSE CEDEX 4

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence :	
Affaire / Projet / Opération : Maintenance ascenseurs tous sites ENAC	
Classement et archivage du document : Fichier : CCTP	
Support / Format : .doc	

HISTORIQUE DU DOCUMENT

<i>Versio n du docu ment</i>	<i>Date de rédaction</i>	<i>Raison de l'évolution</i>	<i>Auteur</i>
V0	20/03/2026	Création	Olivier AMIEL

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa

Table des matières

ARTICLE 1 – GENERALITES - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 GENERALITES	4
1.2 INSTALLATIONS CONCERNEES	4
1.3 TEXTES APPLICABLES.....	6
1.4 ÉTAT DES LIEUX.....	6
1.5 SECURITE.....	7
1.6 DISPOSITIONS PARTICULIERES EN BATIMENT OCCUPE	8
1.7 OBLIGATIONS PARTICULIERES EN BATIMENT OCCUPE	8
1.7.1 Obligations du titulaire.....	8
1.7.2 Obligations de la maîtrise d’ouvrage.	10
1.7.3 Évolution des installations	10
ARTICLE 2 - DÉFINITION DES PRESTATIONS CONTRACTUELLES	10
2.1 MAINTENANCE PREVENTIVE DES ASCENSEURS	10
2.1.1 Mise à disposition de la GMAO	10
Réunion de lancement et paramétrage initial.....	11
Planification des interventions préventives	11
L’ENAC procédera à la mise à jour du planning de maintenance préventive dans la GMAO TWIMM au moins deux semaines avant la première intervention programmée, sous réserve d’obtention de cette modification de la part du titulaire.	11
Obligations de saisie et de traçabilité	11
Valeur contractuelle des données GMAO	12
Contrôle des pénalités.....	12
Modalités de communication	12
2.1.2 Maintenance préventive des ascenseurs.....	12
2.1.3 Prestations de maintenance à clauses étendues réglementaires.....	15
2.1.4 Prestation de maintenance pour élévateur PMR intérieur de légère différence de niveau	18
2.2 TELESURVEILLANCE ET TELEALARME	18
2.3 MAINTENANCE CURATIVE.....	18
2.4 MODALITES D’INTERVENTION	19
2.5 TENUE DU CARNET D’ENTRETIEN ET DU RAPPORT ANNUEL	19
2.6 OBLIGATIONS D’INFORMATION ET DE CONSEIL	20

ARTICLE 1 – GENERALITES - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Généralités

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les sites de :

Lot n°1 :

- **TOULOUSE** (7 Ave Edouard Belin, 31055 Toulouse)
- **MURET** (rue de l'aviation, 31604 Muret)

Lot n°2 :

- **MONTPELLIER** (Aéroport Montpellier Méditerranée, 34134 Manguio)

Lot n°3 :

- **SAINT YAN** (635 rue Louis Notteghem, 71600 Saint-Yan)

Lot n°4 :

- **GRENOBLE** (178 route de l'Aéroport et 109 Avenue Rolland Garros 38590 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs)

Il a pour objet la maintenance préventive de type étendue et curative des ascenseurs sur les sites de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile.

1.2 Installations concernées

Les installations concernées sont les suivantes :

SITE DE TOULOUSE (31)

Bâtiment	Marque	Type	Année	Nombre de niveaux	Charge	Vitesse
Antoine de St Exupéry	CFA		2016	2	630 Kg	1.00 m/s
Caudron	OTIS	GEN2	2013	4	630 Kg	1.00 m/s
Daurat	ORONA		2016	2	630Kg	1.00 m/s
Esnault-Pelterie	OTIS		2003	3	630 Kg	0.63 m/s
E2	HYDROMATIC		1980	2	975 Kg	0.40 m/s
Farman	OTIS		2020	2	630 Kg	0.63 m/s
Guillaumet	VIMEC	E8	2006	2	600 Kg	0.15 m/s
Hymans	ORONA		2018	2	630 Kg	1.00 m/s

Hymans	FABOC	X/Z-SLIM	2017	1 Elévateur PMR	300 Kg	0.15 m/s
Orly	ORONA		2024	3	630 Kg	1.00 m/s
Joly	OTIS	GEN360	2024	4	630 Kg	1.00 m/s
Yeager	OTIS		2002	2	1 250 Kg	0.63 m/s
Ziegler	OTIS		2018	3	630 Kg	0.63 m/s

SITE DE MURET (31)

Bâtiment	Marque	Type	Année	Nombre de niveaux	Charge	Vitesse
Bâtiment E	ORONA		2016	2	630 Kg	1.00 m/s

SITE DE MONTPELLIER (34)

Bâtiment	Marque	Type	Année	Nombre de niveaux	Charge	Vitesse
Bâtiment I	Thyssen	Synergy	2013	2	630 Kg	1.00 m/s

SITE DE SAINT YAN (71)

Bâtiment	Marque	Type	Année	Nombre de niveaux	Charge	Vitesse
Bâtiment B Hébergement	OTIS		1991	4	630 Kg	0.63 m/s

SITE DE GRENOBLE (38)

Bâtiment	Marque	Type	Année	Nombre de niveaux	Charge	Vitesse
Bâtiment pédagogique	CFA	R5N7A375	2022	2	630 Kg	1.00 m/s
Bâtiment hébergement	KONE	MonoSpace 300 DX	2022	4	630 Kg	1.00 m/s

1.3 Textes applicables

Les prestations devront être conformes à l'ensemble des textes législatifs, réglementaires et normatifs en vigueur à la date d'exécution du marché, et notamment :

- la directive 2014/33/UE relative aux ascenseurs ;
- la loi n°2003-590 urbanisme et habitat du 2 juillet 2003,
- le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.134-1 à L.134-5 R.134-1 à R.134-12 relatifs à la sécurité, à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs ;
- le Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- le décret n°2026-166 du 4 mars 2026 visant à garantir la sécurité des ascenseurs face à l'arrêt de certains réseaux téléphoniques ;
- l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, dans sa version en vigueur ;
- les normes NF EN 81 en vigueur applicables aux ascenseurs, à l'accessibilité, à la téléalarme et à la protection contre le vandalisme ;
- la norme NF C 15-100 ;
- l'ensemble des DTU et textes législatifs applicables.

Le titulaire est tenu d'appliquer toute évolution réglementaire ou normative intervenant pendant la durée du marché sans qu'il soit nécessaire de modifier le présent CCTP.

NOTA : il appartient aux candidats d'alerter l'ENAC et de chiffrer les prestations réglementaires qui auraient été omises dans le présent CCTP.

1.4 État des lieux

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés et notamment de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire déclare, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants

- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché
- Avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution
- Avoir signalé au Client, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant
- Avoir mesuré les conditions d'interventions et les moyens nécessaires.

En aucun cas, le Titulaire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

Attribution du marché

Un état des lieux pourra être établi contradictoirement lors de la prise en charge des installations bien que le Titulaire soit réputé avoir la parfaite connaissance des lieux.

1.5 Sécurité

Les interventions se feront dans des locaux occupés par des travailleurs ou des élèves. Le titulaire devra par conséquent prendre toutes les dispositions nécessaires, et notamment légales et réglementaires, pour assurer la sécurité des personnes en site occupé. Il appartient au titulaire de vérifier que toutes ces règles sont parfaitement connues de son personnel appelé à intervenir sur le site.

Dès la notification du marché, l'entreprise établira un plan de prévention avec le concours des assistants de prévention de chaque site. Ce plan devra être signé par les chefs de sites ou de centres.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection de son personnel conformément à la législation en vigueur.

Le personnel du titulaire doit :

- Être muni d'une carte d'identité et d'un badge de l'école.
- Être vêtu d'une tenue "image de marque", portant de façon aisément lisible la raison sociale de l'entreprise ;
- Réclamer à la maîtrise d'ouvrage un permis de feu avant d'effectuer tout travaux par points chauds ;
- Demander une autorisation avant introduction sur le site de matières dangereuses (inflammables, explosives et ou toxiques);
- Informer sans retard la maîtrise d'ouvrage de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

Accès au site, badges

Le site étant équipé d'un contrôle d'accès, il sera attribué au titulaire des badges permettant l'accès aux locaux concernés par le présent marché. Ces badges seront au nom du titulaire qui en sera responsable.

Ces badges seront rendus à l'établissement en fin de contrat.

En cas de perte ou de vol, le titulaire devra en informer immédiatement la maîtrise d'ouvrage afin qu'il puisse annihiler le badge concerné. Dans le cas où des malveillances, vols ou autres problèmes seraient imputables au badge perdu ou volé, le titulaire sera tenu pour responsable et les dégâts, vols et autres dégradations pourront lui être imputés.

Pour l'accès des véhicules au site, le titulaire se verra attribuer des macarons adhésifs à apposer sur le pare-brise des véhicules de maintenance. Ces véhicules seront clairement identifiés à la raison sociale du titulaire.

1.6 Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment occupé, le Titulaire doit :

- Apporter le moins de perturbations possibles dans la vie du bâtiment
- Étudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, du public et des intervenants
- Éviter d'encombrer l'usage des parties communes et des passages de circulation, aucune altération des conditions d'évacuation dans les circulations ne sera tolérée
- Protéger les ouvrages existants
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning fait l'objet d'une note rectificative indiquant les motifs du retard.
-

1.7 Obligations particulières en bâtiment occupé

1.7.1 Obligations du titulaire

Il est indiqué que le titulaire doit :

- Assurer les prestations contractuelles sous sa responsabilité exclusive dans les conditions optimales de sécurité ;
- Assurer l'intervention immédiate sur appel de la maîtrise d'ouvrage. A cet effet, le titulaire fournira un n° de téléphone d'intervention ; La communication au centre d'appel devra impérativement être gratuite. Ce centre d'appel sera ouvert 24/24 et 7/7. En aucun cas ce service ne pourra être sous-traité. Le prestataire attestera des critères donnés dans son mémoire technique.
- Respecter les délais d'intervention suivants :

- **7jours/7, 24h/24 délai de 4 heures uniquement pour les appareils situés sur les sites de Saint Yan (71) et Grenoble (38) ;**
 - **7jours/7, 8h/19h délai de 4 heures pour tous les autres ascenseurs.**
 - **Délai maximum ramené à 1heure 7/7 24h/24h dans les cas suivants :**
 - **Besoin inhérent de désincarcération de personne en cabine ;**
 - **Personne à mobilité réduite bloquée à l'étage sans possibilité d'emprunter un autre ascenseur. Ce dernier délai est valable sur le site de Toulouse pour les bâtiments suivants : HYMANS, GUILLAUMET, FARMAN, ESNAULT-PELTERIE, E2, CAUDRON, YEAGER, ANTOINE DE SAINT-EXPUERY, DAURAT, ORLY, JOLY et ZIEGLER ;**
-
- Se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les normes, et règles de l'art,
 - Dans le cas de pannes dues à un mauvais entretien, le titulaire prendra à sa charge les réparations et/ou le remplacement des pièces défectueuses ainsi que la main d'œuvre,
 - Assurer sous sa responsabilité l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable, ainsi que l'application du règlement intérieur de l'établissement,
 - N'apporter aucune modification aux installations sans l'accord de la maîtrise d'ouvrage ou son représentant,
 - Restituer les installations et locaux en bon état de propreté, entretien et fonctionnement à l'expiration du contrat, compte tenu de la vétusté résultant d'un usage normal des installations,
 - Restituer en fin de contrat l'ensemble des documents d'exploitation et documents techniques réalisés ou complétés,
 - Soumettre à l'agrément préalable de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant toute intervention éventuelle de sous-traitant. Le Titulaire est responsable de la gestion des contrats de sous-traitant ou de contrôle réglementaire qu'il peut passer avec l'accord du P.A., pour des équipements spécifiques dont il ne pourrait assurer lui-même le parfait fonctionnement, ou la vérification avec son personnel,
 - Assurer seul et entièrement, pendant la durée de ces tâches, devant le P.A., comme de tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution de l'exploitation pour laquelle il est engagé,
 - Justifier, à tout moment, et à compter de la signature du présent contrat, qu'il a contracté les assurances habituellement nécessaires à l'exercice de sa profession,
 - Tenir à jour les divers documents constatant la réalisation des tâches,
 - Prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé,
 - En l'absence de déclaration préalable d'arrêt ou de gêne, il sera tenu pour responsable du manquement de fonctionnement éventuel,
 - Lors des visites périodiques obligatoires, réalisées par un bureau de contrôle extérieur, le titulaire du marché assistera le bureau de contrôle. Cette assistance est comprise dans le montant de la maintenance préventive,

- La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer les contrôles qu'il jugera utiles par toutes sociétés ou organismes spécialisés qu'il désignera.

1.7.2 Obligations de la maîtrise d'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage se doit de réaliser les prestations suivantes :

- Mettre à disposition du titulaire les installations collectives ;
- Procéder à la mise en conformité ou au moins en sécurité tant technique qu'administrative avec la réglementation en vigueur de toutes les installations et locaux qui auraient cessé d'être conformes,
- Fournir les énergies et fluides nécessaires au parfait fonctionnement des installations,
- Assurer au titulaire, pendant la durée du contrat, l'exclusivité des prestations de maintenance concernées par le présent contrat,
- Mettre à titre gratuit à disposition du titulaire tout document en sa possession nécessaire à l'exploitation,
- Retransmettre au titulaire les demandes d'interventions des usagers intéressant les matériels et installations soumis au contrat.

1.7.3 Évolution des installations

La maîtrise d'ouvrage peut également faire apporter des modifications aux installations.

Elles font l'objet de commandes ou de marchés de travaux avec consultation préalable.

Le titulaire en est informé, peut assister aux réceptions des ouvrages et formule ses observations éventuelles.

Le titulaire ne peut, en aucun cas, refuser la prise en charge des installations dès que l'ordre de mise en service est donné.

ARTICLE 2 - DÉFINITION DES PRESTATIONS CONTRACTUELLES

2.1 Maintenance préventive des ascenseurs

2.1.1 Mise à disposition de la GMAO

L'ENAC met gratuitement à disposition du titulaire un outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) accessible en mode web et mobile, dénommé TWIMM, permettant le suivi en temps réel des interventions préventives et correctives.

L'utilisation de cet outil est obligatoire pour le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

La GMAO TWIMM permet notamment d'assurer le suivi des éléments suivants :

- les gammes de maintenance par type d'équipement ;
- la planification des interventions de maintenance préventive ;
- les interventions de maintenance corrective ;

- les demandes d'intervention et de dépannage émises par l'ENAC ;
- le suivi des délais d'intervention et de traitement.

Le coût de l'abonnement à cet outil est **pris en charge par l'ENAC – site de Toulouse**.

Nonobstant la possibilité que le Titulaire dispose de son propre outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), l'utilisation de la GMAO TWIMM revêt un caractère obligatoire pour l'ensemble des prestations relevant du présent marché.

À ce titre, si le titulaire souhaite utiliser sa propre GMAO celle-ci doit pouvoir s'interfacer avec celle de l'ENAC, selon des modalités garantissant l'intégrité, la continuité et la sécurité des échanges de données. Le Titulaire demeure pleinement responsable de la bonne transmission, de l'exhaustivité, de la fiabilité et de la mise à jour des informations échangées entre les deux systèmes. Tout défaut d'interfaçage, de transmission ou toute altération des données engage la responsabilité du Titulaire, y compris en cas de recours à un outil tiers.

Réunion de lancement et paramétrage initial

Dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre le titulaire et l'ENAC afin de définir :

- le planning annuel des interventions de maintenance préventive par site ;
- les gammes de maintenance associées à chaque type d'équipement.

À l'issue de cette réunion, l'ENAC procède à l'intégration dans la GMAO de l'ensemble des équipements et prestations concernées par le marché conformément à la charte de codification en vigueur.

Par ailleurs, les rapports d'intervention du Titulaire doivent, strictement, se conformer à cette codification

Planification des interventions préventives

Le planning des interventions de maintenance préventive ainsi que les gammes de maintenance sont reconduits tacitement chaque année, sauf modification demandée par le Titulaire validée par l'ENAC.

Pour toute modification du planning durant l'année d'exécution à l'initiative du titulaire doit être soumise à l'accord préalable de l'ENAC, avec un préavis minimal d'un mois.

L'ENAC procédera à la mise à jour du planning de maintenance préventive dans la GMAO TWIMM au moins deux semaines avant la première intervention programmée, sous réserve d'obtention de cette modification de la part du titulaire.

Obligations de saisie et de traçabilité

Le titulaire est tenu d'utiliser la GMAO TWIMM pour :

- la prise en compte des demandes d'intervention émises par l'ENAC ;
- la planification et le suivi des interventions ;
- la traçabilité des opérations réalisées.

Chaque intervention préventive réalisée dans le cadre du marché, doit faire l'objet, sans délai, d'une saisie complète dans la GMAO.

Chaque intervention corrective réalisée dans le cadre du marché, doit faire l'objet d'une saisie complète dans la GMAO, le jour de la réalisation de l'intervention.

Valeur contractuelle des données GMAO

Les horodatages et informations enregistrés dans la GMAO TWIMM font foi pour :

- le suivi de l'exécution des prestations ;
- le contrôle du respect des délais d'intervention ;
- l'application éventuelle des pénalités prévues au CCAP.

Contrôle des pénalités

L'ENAC se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle du respect des obligations de saisie et de suivi dans la GMAO pendant toute la durée du marché.

Le titulaire s'engage à fournir, sur demande de l'ENAC, tout élément permettant de vérifier la concordance entre les interventions réellement réalisées et celles enregistrées dans l'outil.

Modalités de communication

Le titulaire doit fournir, dès le début du marché, une adresse électronique générique dédiée, permettant la réception des notifications et demandes d'intervention transmises par l'intermédiaire de la GMAO.

Le non-respect des obligations relatives à l'utilisation et à l'alimentation de la GMAO TWIMM pourra entraîner l'application des pénalités prévues au CCAP/CCP.

2.1.2 Maintenance préventive des ascenseurs

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent des ascenseurs, dans les conditions réglementaires de sécurité. Ces opérations seront exécutées conformément aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 18 novembre 2004 dans sa version en vigueur. Cette maintenance est à réaliser pour l'ensemble des ascenseurs des sites de Muret, Montpellier, St Yan, Grenoble et Toulouse excepté ceux des résidences ADER, BLERIOT, GALY et BASTIE du site de Toulouse et le monte-charge du bâtiment Orly du site de Toulouse dont la maintenance est assurée par un autre prestataire.

Il effectuera des prestations de maintenance à clauses étendues (voir articles 2.1.2.2 et 2.1.3 suivants).

2.1.2.1 Généralités

Le titulaire dispose des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (outils spécifiques de programmation, organes de manutention, de mise en sécurité etc.).

En aucun cas, une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite de maintenance.

Les obligations de maintenance portent sur l'ensemble des appareils objets du bon de commande.

L'ENAC mettra à disposition des candidats, sur simple demande, une copie des rapports de visites des années antérieures afin d'avoir un historique des interventions réalisées

2.1.2.2 Prestations de maintenance à clauses minimales réglementaires

Le Titulaire effectue les prestations prévues au sens de l'arrêté du 18 novembre 2004 dans sa version en vigueur relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs et de l'article R.134-11 du code de la construction et de l'habitation.

2.1.2.3 Opérations et vérifications périodiques obligatoires

- Visites toutes les six (6) semaines

L'intervalle entre deux visites ne peut excéder six (6) semaines. Chaque visite comprend les vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- fonctionnement et conditions de sécurité des installations ;
- efficacité des serrures des portes palières et s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ;
- dispositifs de phonie et de téléalarme ;
- câbles.

Les réglages nécessaires et en particulier le réglage du niveau maximal de 20mm entre la cabine et tous les seuils d'étage conformément à l'arrêté du 18 Novembre 2004, ainsi que le nettoyage et graissage des équipements mécaniques (câbles, guides, coulisseaux, poulies, moteurs, ...) sont effectués à chaque visite.

- Visites semestrielles

L'intervalle entre deux visites ne peut excéder six (6) mois. Chaque visite comprend les opérations et vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- examen du bon état des câbles et chaînes de traction, du régulateur ou limiteur de vitesse, de compensation du sélecteur d'étages ;
- lubrification et nettoyage des pièces.

- Visites annuelles

L'intervalle entre deux (2) visites ne peut excéder un (1) an. Chaque visite comprend les opérations et vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- vérification de l'état de fonctionnement du parachute ;
- vérification de l'état de conservation de la cuvette et amortisseurs ;
- nettoyage des locaux et agencements techniques particuliers (machinerie, dessus de cabine, cuvette) et équipements sous cabine ;
- nettoyage des appareils d'éclairage ;
- contrôle systématique et détaillé par un contremaître spécialisé ;
- lubrification et nettoyage des pièces.

La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires est comprise dans le contrat.

2.1.2.4 Opérations occasionnelles

Les prestations à clauses minimales comprennent obligatoirement et forfaitairement la maintenance, la réparation, ou le remplacement des pièces suivantes :

Pièces cabine

- boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore ;
- paumelles de portes ;
- contacts de porte ;
- ferme porte automatique de porte battante ;
- coulisseaux de cabine, y compris garnitures ;
- galets de suspension et contacts de porte ;
- interface usager d'appel de secours (boutons avec leur signalisation, haut-parleur) ;
- dispositif mécanique de réouverture de porte.

Pièces palières

- ferme porte automatique de porte battante ;
- serrures ;
- contacts de porte ;
- paumelles de porte ;
- galets de suspension ;
- patins de guidage des portes ;
- boutons d'appel y compris voyants lumineux ;
- contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Pièces machinerie

- balais du moteur ;
- tous fusibles.

Pièces gaine

- coulisseaux de contrepoids.

Éclairage

- ampoules cabine, machinerie et gaine ;
- l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

- 1) *Les mesures de maintenance spécifique sont destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil, repérés lors du contrôle technique obligatoire.*
- 2) *Les opérations occasionnelles comprennent les interventions en cas d'accident pour dégager des personnes bloquées en cabine, ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'ascenseur.*

2.1.2.5 Prestations non comprises dans la maintenance à clauses minimales

Les prestations suivantes ne sont pas comprises dans les prestations à clauses minimales :

- les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables ;
- le remplacement ou la réparation des pièces qui ne sont pas énumérées ci-dessus, et nécessaires au fonctionnement de l'ascenseur dans des conditions normales d'utilisation,
- le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action du titulaire. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme un acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- le remplacement des pièces suivantes quelle que soit la cause :
 - Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante et faux plafond,
 - Pièces constituant la structure de la cabine : arcade et plancher,
 - Vantaux de portes cabine et palières,
 - Poignées et oculus de portes palières et cabine,
 - Canalisations électriques fixes,
 - Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité,
 - Guides et attaches de guides.
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport au non avec l'ascenseur,
- le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.

2.1.3 Prestations de maintenance à clauses étendues réglementaires

En sus des prestations et opérations à clauses minimales ci-avant mentionnées, le bénéficiaire souscrit à des prestations de type étendues.

Ces prestations intègrent les éventuelles remises à niveaux qui s'avèrent nécessaires lors de la prise en charge des installations, et qui relèvent de ces prestations étendues (exemple remplacement éventuel des câbles de traction). Ces remises à niveaux ne pourront donner lieu à aucune facturation supplémentaire.

Les prestations à clauses étendues prévoient la maintenance périodique des appareils dans les mêmes conditions que celles figurant aux articles 2.1.2.2 à 2.1.2.5 et intègrent donc les prestations de maintenance à clauses minimales.

Les prestations à clauses étendues prévoient en outre la réparation ou le remplacement des pièces incluses dans la maintenance minimale, ainsi que des pièces suivantes :

Pièces gaine :

- câbles ou chaîne ou courroie de suspension, de limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages ;
- impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course ;
- câbles souples pendentifs ;
- poulies de renvoi ;
- amortisseurs ;
- sur le vérin, joint d'étanchéité et soupape de rupture.

Pièces du local des machines :

- Sur le moteur et le générateur :
 - roulement ;
 - paliers ;
 - bobinage, rotor et stator.
- Sur le treuil :
 - arbre à vis ;
 - engrenage ;
 - poulies ;
 - paliers, roulements, coussinets.
- Sur le frein :
 - mâchoires ;
 - bobines ;
 - garnitures.
- Sur l'armoire de commande :
 - bobines ;
 - relais ;
 - redresseurs ;
 - résistances ;
 - contacts fixes et mobiles ;
 - transformateurs ;
 - organes de sélecteurs, contrôleurs d'étage ;
 - cartes et composants électroniques ;
 - dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts électriques indirects.

- Pour les appareils hydrauliques : (sur la centrale hydraulique)
 - distributeur et son système de commande ;
 - électrovannes ;
 - pompes et joints ;
 - filtres ;
 - appoint d'huile ;
 - Divers :
 - limiteur de vitesse ;
 - poulies de tension ;
 - dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée.

Pièces cabine et le contrepoids :

- câblages électriques ou électroniques ;
- opérateur de porte ;
- dispositif de commande de manœuvre d'inspection ;
- tout dispositif de réouverture de porte sans choc ;
- parachutes ;
- rollers ;
- dispositif de demande de secours et son système de batterie ;
- signalétique de position et de direction ;
- dispositif antidérive hydrauliques ;
- garde pieds mobile.

Pièces aux paliers :

- signalétique de position et de direction ;
- dispositif de manœuvre pompier ;
- dispositifs contre le déverrouillage illicite.

2.1.3.1 Prestations non comprises dans la maintenance à clauses étendues

Outre les exclusions évoquées à l'article 2.1.2.5 ci-avant, les pièces suivantes ne sont notamment pas comprises dans les prestations de maintenance étendue :

- les éléments structurels de l'ascenseur : structure de la cabine, arcade, parois, plancher, vantaux et encadrements de portes, guides et attaches de guides ;
- les pièces d'ornement et de confort : ventilateur, tapis, ameublement en cabines ;
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
- les composants du bâtiment : canalisations électriques fixes, tableau d'arrivée de courant, canalisations hydrauliques ;
- le remplacement du fluide hydraulique des ascenseurs hydrauliques ;
- le (ou les) vérin(s) des ascenseurs hydrauliques ;
- les systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre ;

Le titulaire se conformera au cadre de décomposition des prestations et des fréquences d'intervention, annexe à l'acte d'engagement, qu'il aura lui-même préalablement complété dans son offre pour le présent marché.

Ces opérations d'entretien et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques des lieux desservis, des technologies spécifiques des installations, de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

La maintenance préventive comprend en outre le déblocage des passagers 7/7 et 24/24 dans un **délai maximal d'une heure** quel que soit leur nombre en cabine.

2.1.4 Prestation de maintenance pour élévateur PMR intérieur de légère différence de niveau

Cette prestation annuelle comprend :

- Nettoyage et graissage des organes mécaniques
- Fourniture des chiffons, graisses et huiles nécessaires
- Réglages courants, à l'exclusion des fournitures de pièces
- Vérification de l'état de l'appareillage électrique et des pièces mécaniques, en fonction des observations signalées par le service entretien du client
- Examen règlementaire des câbles

2.2 Télésurveillance et Téléalarme

Tous les équipements sont équipés du matériel nécessaire au maintien du système de télésurveillance et d'appel en cabine. Ce système de secours conforme à la réglementation permet l'établissement d'une liaison bi directionnelle permanente avec un service d'intervention. Ce dernier est capable d'identifier l'origine de l'appel et de vérifier le fonctionnement par un test auto manuel.

2.3 Maintenance curative

Ces prestations devront être conformes à la loi n°2003-590 urbanisme et habitat du 2 juillet 2003, le décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 et l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien, ainsi qu'aux articles L.134-1 à L.134-5 et R.134-1 à R.134-12 du code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire s'engage à intervenir et à prendre en compte tous les appels en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de l'appareil.

La maintenance curative comprend :

- Les dépannages
- La résolution des pannes et des problèmes techniques

- L'approvisionnement des pièces de rechange
- La main d'œuvre

2.4 Modalités d'intervention

2.4.1 Délais d'intervention

Le titulaire s'engage à intervenir à compter du signalement de la panne par appel téléphonique au numéro transmis par le titulaire ou tout autre moyen mis à la disposition de l'Ecole.

L'entreprise donnera ses délais d'intervention pour :

- Les visites d'entretien :
L'intervalle entre deux visites d'entretien ne pourra être supérieur à 6 semaines (un rendez-vous sera pris 15 jours avant la visite)
- Les dépannages
- Les résolutions des pannes et problèmes techniques
- Le déblocage des passagers dans la cabine.

2.4.2 Effectifs

Les effectifs mis à disposition devront être en nombre suffisant, formés à la maintenance des ascenseurs et dans un périmètre géographique proche des sites de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile concernés (Toulouse, Muret, Montpellier, Saint Yan et Grenoble).

2.5 Tenue du carnet d'entretien et du rapport annuel

2.5.1 Le carnet d'entretien

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, dans sa version en vigueur, un carnet d'entretien sera tenu pour chaque appareil.

Y seront dûment consignés les dates de visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens, la nature des interventions, travaux, modification de pièces, les dates et causes incidents et les réparations effectuées au titre de dépannage.

L'Ecole Nationale de l'Aviation Civile doit pouvoir accéder à toutes ces informations à tout moment et sans surcoût, même si ce carnet d'entretien est tenu sous une forme dématérialisée.

Ce carnet d'entretien devra être accessible facilement sur chaque site de l'ENAC concerné pour garantir la traçabilité des interventions effectuées. **Un double sera fourni au site de Toulouse.**

2.5.2 Le rapport annuel

Le titulaire devra produire au moins un rapport annuel par bâtiment et par site qui comprendra obligatoirement l'inventaire du matériel mis en place ou remplacé, le bilan

détaillé et exhaustif des interventions, la date et la nature des travaux effectués, l'état des installations et les éventuelles propositions d'améliorations.

Le modèle de rapport devra être précisé avec la maîtrise d'ouvrage et comprendra obligatoirement les indicateurs suivants :

- Nombre de pannes/ascenseur ;
- Délais d'intervention en dépannage ;
- Etat général
- Durée d'indisponibilité...

Une copie du rapport annuel pour tous les sites sera fournie au site de Toulouse.

Le rapport doit être fourni dans un délai de 2 mois suivant la fin de chaque période.

2.6 Obligations d'information et de conseil

Le titulaire établit annuellement un bilan détaillé de l'état des appareils dont il assure l'entretien.

Il communique sur demande du bénéficiaire, l'historique et le détail des visites et interventions effectuées dans le cadre du marché.

Il informe le bénéficiaire de toute difficulté éventuellement rencontrée pour la réalisation des prestations.

Notamment, il signale par écrit les défaillances, anomalies, vices cachés, incidents et dysfonctionnements, prévisibles ou non, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens. Il indique les conséquences qui pourraient en résulter à défaut de remède et donne tout conseil utile à l'utilisation des installations et les améliorations à y apporter.

Le titulaire s'engage à informer le bénéficiaire par écrit :

- aussi souvent que nécessaire de la nature des réparations à envisager ;
- de l'évolution de la réglementation en rapport avec les prestations objet du marché ;
- de toute mise en conformité ou modification nécessaire ;
- de la réalisation et des conditions d'exécution de la prestation en complétant le carnet d'entretien ;
- avant d'exécuter une prestation, de toute détérioration survenue aux installations, sous peine d'être tenu responsable.